



Stéphane JABUT

C'est une mobilisation sans précédent à Dammartin-en-Goële qui a amené plusieurs centaines de Dammartinois à manifester contre la hausse de la taxe foncière. Ce sont 1562 signatures qui ont été recueillies par le *Collectif dammartinois pour l'éthique et la transparence* pour réclamer la démission du Conseil municipal.

La situation est grave. En une seule mandature la majorité actuelle a réussi à transformer une ville aux finances saines, qui investissait, qui programmat les équipements nécessaires pour une population en croissance, qui entretenait son patrimoine, qui entamait la transition énergétique, en une ville en faillite, incapable d'investir et incapable aussi d'assurer son fonctionnement.

Empêtrée dans un désir de revanche cette majorité n'a eu de cesse depuis 2014 de détruire les équilibres patiemment créés entre habitat et emploi, entre logements privés et publics, entre population et équipements, entre infrastructures et circulation. Au travail partenarial, coopératif, d'implication de tous ont succédé l'opacité, les décisions sans concertation, le bétonnage à la place de l'urbanisme planifié, la cacophonie dans les services municipaux, une ville délaissée et non entretenue. Les décisions aberrantes de modification des équilibres de la Folle-Emprince saturant les équipements, produisent le bétonnage du centre-ville, font perdre des recettes au budget municipal.

La ville a aussi perdu son autonomie. Ce ne sont plus les élus qui élaborent le budget, ils le font désormais avec la préfecture. C'est une tutelle qui ne dit pas son nom. Comment a-t-on pu arriver à une telle situation en si peu de temps ?

C'est trop ! Qu'ils s'en aillent maintenant.

QUI EST RESPONSABLE ?

Une majorité municipale assume les décisions des siens. Il est malvenu de prétendre ne pas être responsable des décisions prises par son équipe. C'est pourtant un petit air que l'on entend, aussi bien de la part de certains élus actuels que de la part de ceux qui ont fait le mandat 2014 - 2020. On l'entend y compris parmi ceux qui ont été maires-adjoints. Soyons bien clairs : quand on a participé aux décisions, quand on les a votées, on est responsable. Nous en voyons qui viennent protester le samedi place des Prieurs contre l'augmentation des impôts. Qu'on ne s'y trompe pas : leurs décisions ont mis la ville en cessation de paiement.

Et les élus d'aujourd'hui ? En restant au Conseil municipal ils montrent leur accord avec la politique de leur majorité depuis 2014 et contribuent aux décisions actuelles qui poursuivent la dégradation de notre ville. Ainsi, lors du dernier Conseil municipal, en votant des conventions pour la construction de plus de 100 nouveaux logements en accession à la propriété, ils obligent la ville à en construire au moins 25 autres comme logements sociaux. C'est la loi. Qu'ils ne viennent pas nous dire ensuite que tel ou tel immeuble dans la ville "*ce sont les autres*". C'est ainsi que se produit le bétonnage incontrôlé de notre ville. Participer au Conseil municipal, dans les conditions actuelles, c'est pour tous les membres de MD2020 assumer le passé et être responsables du présent. Les discours privés sur de prétendus désaccords n'y changent rien : ce sont les votes qui comptent, avec ou sans pouvoir, présent ou absent au conseil.



DÉMISSION!

Nous l'avons déjà dit, après la condamnation de la tête de liste pour non dépôt du compte de campagne, la majorité actuelle n'est plus légitime. Sans compte de campagne il n'est pas possible de vérifier que les élections se sont déroulées démocratiquement.

Or la campagne de la majorité a été aussi mensongère. Elle a été faite sur des finances dites "*assainies*". Nous savons aujourd'hui qu'elles ont été dégradées, qu'ils ont fait sombrer la ville.

Dans ces conditions une seule solution : la démission !